

Après la découpe de la SNCF... EDF ?

L'hebdomadaire Challenges rapporte ce jeudi 21 juin que l'Elysée s'apprête à ouvrir le dossier EDF.

Le schéma serait "techniquement prêt à la rentrée" et consisterait à une séparation du nucléaire du reste des activités du Groupe, ainsi que l'ouverture du capital d'une société dédiée aux énergies nouvelles et renouvelables.

Pour principal sujet, le transfert du personnel sous Statut et la réécriture d'une convention collective même que **le débat public sur la Programmation Pluriannuelle de l'Energie n'est pas encore achevé !**

EDF, patrimoine commun des Français depuis la libération, continue de démontrer sa pertinence dans sa dimension "d'une entreprise intégrée".

Les scénarios de découpe avec le nucléaire d'un côté, les réseaux et EnR de l'autre, comme le suggèrent les amis banquiers du Président de la République, n'ont aucun sens, sauf à générer du cash pour quelques privilégiés et casser le modèle de l'entreprise d'aujourd'hui.

Ce plan d'éclatement de l'entreprise et de destruction du Statut est savamment orchestré et coordonné par les tenants du libéralisme : il faut aller vite, profiter de la période estivale pour mettre les salariés devant le fait accompli lors de la rentrée sociale.

Et en même temps, les dirigeants du groupe EDF, encore interpellés par les représentants CGT, se murent dans le silence soit par naïveté, soit par complicité.

Le nouveau monde est à construire avec celles et ceux qui partagent les valeurs de solidarité et de progrès social, grâce aux Services Publics tels que la santé ou le rail répondant aux besoins d'aujourd'hui et de demain.

L'électricité ne sera jamais une marchandise comme les autres ! Alors, il convient avant tout d'assurer la production et notamment les investissements dans les moyens pilotables pour répondre aux besoins du pays sur les bases de la péréquation tarifaire et du tarif réglementé de l'électricité.

Cette notion même de Service Public de l'Energie, produit de première nécessité et non stockable, est au cœur de cette bataille d'avant-garde.

Partout en France, les agents d'ENEDIS et GRDF sont en grève. A leurs côtés, des initiatives sont menées dans l'ensemble des unités d'EDF, comme dans l'hydraulique qui lutte aussi contre la privatisation des concessions, ou dans la production nucléaire. Tous décident d'action, notamment l'occupation de leurs sites de travail pour formuler leurs exigences. **Malgré cela la mobilisation doit s'amplifier dans toutes les directions d'EDF.**

La FNME CGT est plus que jamais aux côtés des salariés qui ont décidé de prendre leur destin en main, les 26 et 28 juin 2018 pour la constitution d'un réel service public de l'énergie dont le contrôle serait assuré par un Pôle Public de l'Energie pour répondre à l'intérêt général.